



Intervention de Pascal Joly

Secrétaire Général de l'Union régionale Ile de France CGT

Commémoration du 48e anniversaire du 8 février 1962

Le 8 février 1962, en fin d'après midi, il y a maintenant 48 ans, neuf militants de la CGT, dont huit étaient communistes tombèrent au métro Charonne, victimes des unités spéciales et des violences policières.

Tous étaient venus pacifiquement avec de très nombreux manifestants pour exiger que l'Algérie ait le droit à l'indépendance et pour crier leur dégoût des crimes de l'OAS, de ceux qui recouraient aux pires horreurs pour imposer leur loi coloniale.

La guerre d'Algérie durait depuis 7 ans. Tout un peuple et une jeunesse marqués par le colonialisme et le racisme se levaient pour faire entendre leur exigence de dignité, de progrès et d'indépendance.

Parce qu'ils menaient la lutte de libération de leur pays, un million d'Algériens l'ont payé du sacrifice de leur vie et des dizaines de milliers d'entre eux ont été tués ou blessés.

La Guerre d'Algérie c'était cela, mais aussi des milliers de jeunes soldats français expédiés dans cette guerre. 25 000 y laissèrent leur vie, et tous, leur jeunesse et leurs espoirs.

C'était aussi la censure de la presse, particulièrement l'Humanité, et l'interdiction de manifester.

La guerre d'Algérie c'était un combat pour des solidarités nouvelles et multiples, pour une prise de conscience grandissante pour promouvoir l'indépendance, la paix et de nouvelles relations entre les peuples et pays.

Ainsi, en France, l'idée de la paix en Algérie grandissait dans l'opinion publique. De plus en plus massivement, la population protestait contre cette sale guerre.

Après des années difficiles passées à combattre le colonialisme, un espoir nouveau s'ouvrait.

Lutte de libération nationale en Algérie et solidarité du peuple français ont conduit De Gaulle à négocier avec les véritables représentants du peuple algérien.

Pour la paix et l'indépendance de leur pays, les immigrés algériens en France participèrent à cette lutte de libération.

Inquiets des négociations engagées, les Généraux Challe, Salan, Jouhaux, Zeller, ultra nationalistes pour l'Algérie française organisaient le putsch d'Alger.

En France et en Algérie, L'OAS semait la terreur en multipliant attentats et assassinats.

La réprobation, la protestation étaient de plus en plus vives parmi les salariés et les démocrates. Une manifestation était organisée pour le 8 février à 18 heures 30, place de la Bastille, à l'appel de la CGT, CFTC, FEN, UNEF, Parti communiste français, PSU, Jeunesse communiste, Mouvement de la paix.

La manifestation était imposante, plusieurs cortèges se formaient

Alors que la dislocation était déjà annoncée, la police chargeait brutalement et matraquait les manifestants. Ceux qui avaient été refoulés dans l'entrée du métro Charonne ont été écrasés par les grilles en fonte que la police leur lançait du haut de la bouche de métro. **La vérité est celle-ci.**

Tard dans la nuit, le bilan était connu : 9 morts, 250 blessés. Au-delà, beaucoup en ont conservé des séquelles physiques et psychologiques, 48 ans après. Dès le lendemain, des millions d'hommes, de femmes ont cessé le travail. On dénombrait 2 millions de grévistes en région parisienne.

Le 13 Février, jour des obsèques, la population rendait un immense hommage aux martyrs. Plus d'un million de personnes les accompagnait de République au Père Lachaise.

Un mois après ce drame, le 19 mars 1962, l'accord de cesser le feu était signé à Evian. Et le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie retrouvait enfin son indépendance. En 2002, la CGT s'est adressée au Président de la République, au Premier Ministre de l'époque pour la reconnaissance de ce crime d'Etat. A quelques mois du 50^e anniversaire de Charonne, ce serait justice que l'Etat français reconnaisse sa responsabilité dans ce crime.

Le souvenir de nos neuf camarades assassinés résonne aujourd'hui de façon particulière pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent exprimer, avec la même force, leur solidarité aux femmes et aux hommes, à un moment où on voudrait nous imposer un débat sur la soit disante identité nationale, aux relents nauséabonds inavouables, à des fins électoralistes. Face à un pouvoir réactionnaire, travaillons à la mémoire et à la réaction des consciences, en poursuivant le combat contre toutes les formes et séquelles du colonialisme en réaffirmant notre fraternité et amitié au peuple algérien et notre solidarité français, immigrés.

L'entreprise engagée n'a rien d'anodin. L'objectif est de retravailler les consciences et de nous détourner des salariés qui ont été à l'origine de la participation de centaines de milliers de français le 8 février 1962.

Tout ce qui participe à la mémoire collective aide à la construction de combats politiques et syndicaux d'aujourd'hui et Charonne fait partie de ce patrimoine dont nous n'entendons pas nous laisser déposséder.

La façon dont se comporte le pouvoir sarkoziste rend plus que jamais actuel cette phrase célèbre et que nous devons constamment avoir en tête pour ne pas nous laisser abuser par cette débauche de communication. Je cite : « l'idéologie dominante est celle de la classe dominante ». Ne ménageons pas nos efforts pour que l'histoire aide à la construction de la conscience collective.

Le meilleur hommage que nous pouvons rendre à nos 9 camarades c'est de poursuivre aujourd'hui le combat pour les valeurs identiques à celles qu'ils ont défendues hier. Les valeurs qui étaient les leurs hier, sont les notre aujourd'hui. Il faut maintenant la vérité et la justice pour les victimes de Charonne et leur famille.